

Unité départementale du Loiret
3 rue du carbone
45072 Orléans CEDEX 2

Orléans, le 23/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SODC

Rue du Champ de Manoeuvres
ZAC des groves
45000 ORLEANS

Références : AIOT 10011584

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement SODC implanté Rue du Champ de Manoeuvres ZAC des groves 45000 ORLEANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite à une plainte d'une riveraine concernant une pollution atmosphérique (dépôt de poussières brunâtres) survenue le 19 novembre 2021 à Saint-Jean-la-Ruelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODC
- Rue du Champ de Manoeuvres ZAC des groves 45000 ORLEANS
- Code AIOT dans GUN : 0010011584
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SODC « des Groves » est une filiale de ENGIE COFELY, société de services en efficacité énergétique. La chaufferie est destinée à la production d'eau chaude surchauffée et à la distribution de chaleur pour les besoins en chauffage et eaux sanitaires.

Elle fonctionne à la biomasse et est reliée à la chaufferie située au faubourg Bannier (SODC « Bannier »), qui fonctionne au gaz naturel et au FOD. SODC « des Groves » constitue le premier fournisseur de chaleur et SODC « Bannier » et vient en supplément en cas de besoin.

L'installation fonctionne 24 h/24 et 7 jours/7 hors arrêt technique.

L'usine est récente et a été mise en service en 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente visite du 18/02/2021,
- action nationale suivi des appareils de mesure en continu des rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 1.5.	/	Sans objet
Généralités	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35 > I.	/	Sans objet
Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 6.2.3	/	Sans objet
Coloration noirâtre sur le bassin d'infiltration	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 2.1.1	/	Sans objet
VLE rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 4.3.7.1	/	Sans objet
Assurance qualité des AMS - QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Assurance qualité des AMS - QAL3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
VLE dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 3.2.4	/	Sans objet
Entretien du déshuileur	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 4.3.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôles à effectuer sur l'installation de traitement des particules	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 3.1.1	/	Sans objet
Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 7.7.6.1	/	Sans objet
Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 4.2.4.2	/	Sans objet
Mesure en continu des SOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28	/	Sans objet
Mesure en continu des NOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28	/	Sans objet
Mesure en continu des poussières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28	/	Sans objet
Mesure en continu du CO	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesure en continu de O ₂ , T°, P et H ₂ O	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29	/	Sans objet
Assurance qualité des AMS - QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Assurance qualité des AMS - AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
Conditions T, P, H ₂ O, O ₂	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9	/	Sans objet
Mesure annuelle par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des appareils de mesure en continu des rejets atmosphériques de l'installation est plutôt bien réalisé.

On note des dépassements ponctuels en CO.

Un nettoyage du bassin d'infiltration est à prévoir pour évacuer les terres qui présentent des anomalies en métaux.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 1.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p>
<p>Constats : (C1) L'exploitant n'a pas déclaré l'incident du 19 novembre 2021 (rejet de poussières dans l'environnement du site).</p>
<p>Observations : Dépôt de poussières brunâtre constaté par les riverains habitant rue du Onze Octobre à ST JEAN DE LA RUElle le matin du 19/11/2021.</p> <p>Analyse de l'inspection du 05/05/2022 : L'exploitant n'a pas déclaré l'incident du 19 novembre 2021 (rejet de poussières dans l'environnement du site). Le rapport d'incident a été fourni le 13/05/2022.</p> <p>Retour sur la chronologie de l'incident : Courrier exploitant du 03/12/2021 : En date du 19 novembre, nous avons procédé comme à l'accoutumée au ramonage réglementaire de la chaudière. Cette opération quotidienne est une procédure normale qui n'entraîne pas de coupure de service. Nous avons noté un dysfonctionnement ponctuel de la mesure de poussières sur le pas horaire entre 11h et 12h. Durant le ramonage, 1 des 3 filtres s'est isolé suite à une mesure erronée du niveau très haut de ce même filtre avec pour conséquence un by passage partiel du débit des fumées sur ce filtre. Les alarmes process ont averti l'opérateur qui est immédiatement intervenu localement sur la sonde du filtre pour la redresser. La sonde a été déposée, contrôlée et nettoyée. Tout est rentré dans l'ordre. Le dépassement sur le pas horaire entre 15h et 16h correspond à une intervention de nettoyage de la sonde de mesure en ligne de la poussière par l'équipe de maintenance et n'est pas représentative d'une valeur normale de production. A noter que sur la journée du 19 Novembre et à l'exception de la période précitée, toutes les mesures horaires sont inférieures à 0,01 mg/Nm3 pour une valeur maximale autorisée à 25 mg/Nm3. Vous trouverez les résultats pour les journées du 18, 19 et 20 novembre ainsi que le relevé mensuel de novembre sur lesquels aucun dépassement de poussière n'est à déclarer.</p> <p>Analyses du 05/05/2022 : Un FAM s'est mis en niveau très haut lors d'une opération de ramonage automatique. La vanne mécanique a automatiquement déclenché un by passage partiel de 30 min. L'opérateur a relevé ce niveau très haut. L'opérateur est intervenu : nettoyage du niveau, travail du circuit d'évacuation et quand le capteur a été nettoyé et remis, le by pass se ferme automatiquement, c'est une action programmée. Ils ont été mis en difficulté par le système de ramonage automatique qui prend de la vapeur du process et l'injecte pour faciliter les échanges thermiques. Incident identifié sur une heure sur l'autosurveillance (passage de 0 à 182 mg/Nm3). Pas de sollicitation riverain en direct. L'exploitant n'a pas eu connaissance des rejets dans l'environnement. Le fait que cette sonde se mette en défaut pendant un ramonage a été un facteur aggravant pour l'émission de poussières dans l'environnement. (O1) L'exploitant doit préciser si la mise en défaut de la sonde n'est dans une conséquence du ramonage. Si oui, des actions sont à proposer pour éviter que cela ne se reproduise. Pour information, dès que les sondes détectent un niveau très haut ça bypasse. Il y a 3 cellules de filtres. Si deux cellules de filtres ne fonctionnent pas, l'installation est mise à l'arrêt.</p>

<p>Afin que cet incident ne se reproduise pas, les actions matérielles et organisationnelles suivantes ont été mises en place par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour éviter les bypass, les ramonages sont plus fréquents. - Pour éviter les mises en défaut des sondes (fausse détection de niveau très haut), elles sont nettoyées plus fréquemment (cf. routine d'exploitation et intégration GMAO à venir). - Les ramonages sont faits de jour avec au moins deux personnes. Pendant les ramonages les sondes et niveaux de rejets sont continuellement surveillés. Une personne est là pour pouvoir intervenir rapidement au besoin. - Un indicateur sur l'état des filtres (bypass ou actif) a été ajouté sur l'écran de supervision. Auparavant, seule la mesure de suivi en continu pour les poussières pouvait servir d'alerte sur l'état des filtres.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures de vérification des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.</p>
Constats : (C2) L'exploitant n'a pas fourni les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement.
<p>Observations : L'exploitant est en cours de certification ISO14001. La démarche du groupe ENGIE met en place des outils pour que tout incident soit remonté à la direction. L'outil Documenteo est mis en place au travers de la démarche ISO 14001 du site depuis février 2022. Il permet également de suivre les actions correctives à mettre en place. Cet outil n'identifie pas les différentes anomalies de fonctionnement et les procédures associées pour les reconnaître et les gérer. L'exploitant n'a pas fourni les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôles à effectuer sur l'installation de traitement des particules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles à effectuer sur l'installation de traitement des particules
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Echanges inspection du 22/03/2018 : La grille rotative et le recyclage des fumées permettent de réduire les émissions de NOx. La régulation de ces process est réalisée en salle de contrôle, afin de maintenir les niveaux d'émissions en NOx et CO en fonction de l'humidité et de la granulométrie du bois. Les filtres à manches sont équipés d'un système automatique de nettoyage avec une période prédéfinie. Les mesures en poussières sont réalisées en aval des filtres, en cas de dépassement des seuils (VLE), une alarme se déclenche sur le poste de contrôle et la fréquence de nettoyage automatique est augmentée. Par ailleurs chaque année lors de l'arrêt technique : <ul style="list-style-type: none">– les filtres sont nettoyés mécaniquement,– des filtres sont analysés de façon aléatoire pour connaître l'état du média filtrant. En cas d'usure, l'ensemble des filtres seraient alors changés. L'exploitant précise que selon le plan de maintenance, les filtres devraient être changés tous les 10 ans (actuellement d'origine). Aucune procédure formalise l'entretien des filtres à manches et le suivi n'est pas formalisé non plus. Demande 2 du 22/03/2018 : l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les consignes relatives aux contrôles à effectuer sur l'installation de traitement des particules, conformément à l'article 3.1.1 de l'AP du 02/08/2013. Eléments exploitant du 18/02/2021 : A chaque arrêt technique un prélèvement aléatoire de manche est réalisé pour des mesures d'efficacités. Au vu des résultats sur l'efficacité les manches sont maintenues ou changées intégralement. Le dernier contrôle date de septembre 2020 et a été réalisé par la société Mortelecque. Au regard des derniers résultats, l'exploitant va procéder au changement des manches lors du prochain arrêt technique. La consigne n'est pas écrite mais doit être intégrée dans la GMAO (assistance technique assisté par ordinateur pour les opérations curatives et prédictives) prochainement. Retour exploitant du 16/07/2021 : Le système anti-poussière est bien intégré dans la GMAO du site. Compte tenu de la lourdeur des fichiers, nous tenons les fichiers à disposition de la DREAL sur site. Avis de l'inspection du 05/05/2022 : La société MORTELECQUE assure le suivi et la maintenance des manches. Toutes les manches ont été changées en 2021 (1544 manches pour plus de 16000€, la facture a été fournie). Les consignes intégrées dans la GMAO prévoient une analyse de manche par an avant l'arrêt pour savoir si un remplacement est nécessaire ou pas. La demande 2 du 22/03/2018 est satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : PERIODES PERIODE DE JOUR, Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) PERIODE DE NUIT, Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés) Point n°1 (limite Nord du site) 65 dB(A) 57 dB(A) Point n°2 (limite Est du site) 65 dB(A) 57 dB(A) Point n°3 (limite sud du site) 65 dB(A) 55 dB(A) Point n°4 (limite Ouest du site) 65 dB(A) 55 dB(A) Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.2. , dans les zones à émergence réglementée.
Constats : (C3) L'installation dépasse les VLE sonores en limite de propriété.
Observations : Avis de l'inspection du 18/02/2021 : Sur le rapport de Bureau Veritas du 19 janvier 2021, l'inspection constate que l'ensemble des mesures de bruits ont été réalisées du 14 au 15 janvier 2021 sur 4 points situés en limite de propriété et 4 points situés dans les ZER. Les mesures du bruit résiduel prises en compte ont bien été mesurées en septembre 2020. Les résultats ne montrent aucun dépassement des valeurs limite de bruit en limite de propriété mais trois dépassements de l'émergence calculée : <ul style="list-style-type: none">• sur le point 5 situé « Cité du Colonel de Queyriaux, ORLEANS » de jour (7,5 dB(A)) comme de nuit (8 dB(A))• sur le point 8 « Rue du General SARRAIL, ORLEANS » la nuit (13 dB(A)) Ces résultats semblent peu représentatifs de la situation réelle dans la mesure où le bruit résiduel et le bruit ambiant n'ont pas été enregistrés à la même période de l'année pour des raisons techniques. Retour de l'exploitant du 16/07/2021 : Une campagne de mesures bruit sera réalisée par Bureau Veritas sur l'arrêt technique 2021. Avis de l'inspection du 05/05/2022 : Le blanc réalisé autour du site datait de 2014. Le rapport de la campagne de mesures de bruits faite à l'été 2021 a été fourni. Il ne précise pas les conditions d'activité du site pendant les mesures. Arrêt technique en août, c'est le blanc qui a été mesuré en août. Deux non-conformités ont été constatées en limite de propriétés. Pas de plainte sur le bruit de la part des riverains. Plainte pendant les chasses vapeurs en 2015 : mise en place de silencieux. Les aérocondenseurs sont bruyants. Une étude de décibel a été commandée pour identifier les sources de bruit et proposer des solutions (le devis a été fourni). L'étude a déjà bien commencé. La commande est du 31/03/2022 (vu bon de commande). L'étude se déroule en 2 phases : état des lieux et étude acoustique et phase 2 : étude de faisabilité. Bureau Veritas a aussi fait une mesure en parallèle. L'exploitant est en attente des rapports de mesure. (O2) Les solutions proposées dans le cadre de l'étude decibel sont à mettre en oeuvre par l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 7.7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée : Le site doit disposer d'un bassin de confinement étanche permettant de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) d'une capacité minimale de 250 m³. Ce bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Les eaux contenues dans ce bassin font l'objet d'une analyse sur des paramètres pertinents qui permettra de déterminer les modalités d'élimination.</p>
Constats : Pas de non-respect identifié.
<p>Observations : Constats du 22/03/2018 : Lors de la visite sur site, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les éléments relatifs au bassin de confinement.</p> <p>Toutefois lors de l'inspection du 20/11/2014, il avait été relevé que, selon l'exploitant, les eaux susceptibles d'être polluées sont dirigées « vers un bassin enterré d'orage/ confinement des eaux d'extinction incendie d'un volume de 370m³ ». Il était par ailleurs précisé que le projet initial prévoyait un bassin d'orage de 95m³ et un bassin de confinement de 250m³. Pour autant aucun élément d'appréciation de ses modifications n'a été apporté à la connaissance de l'inspection.</p> <p>Demande 3 : l'exploitant transmet à l'inspection les éléments justifiants du volume réel du bassin d'orage/confinement et de son maintien en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>Echanges du 18/02/2021 : Le bassin de confinement des eaux d'extinction est un bassin enterré. L'ensemble des eaux collectées sur le bâtiment se déversent dans premier bassin décanteur de 90 m³ avant de se déverser dans le bassin de rétention placé au-dessous d'un volume de 300 m³. Une trappe d'accès permet d'accéder au bassin de décantation, mais il n'est pas possible d'accéder actuellement au second bassin de 300 m³. Une sonde de niveau assure la vidange du bassin de rétention via une pompe de relevage vers le bassin d'infiltration. De part sa conception le contrôle du bon fonctionnement de la sonde n'est pas possible. Le bassin de décantation de 90 m³ fait l'objet d'un entretien annuel (vidange curage et nettoyage) réalisé par l'entreprise SAVAC.</p> <p>Constats du 18/02/2021 : L'exploitant ne dispose pas de plan de conception de l'ouvrage et l'accès à la fosse semble impossible. Il serait bon que l'exploitant fasse inspecter cet ouvrage afin de vérifier son bon fonctionnement. En fonction des résultats obtenus, des consignes de surveillance pourront être proposées. Dans l'attente la demande est reformulée : Demande 2 : L'exploitant transmet un descriptif détaillé du bassin de confinement, son mode de fonctionnement et la surveillance associée.</p> <p>Retour de l'exploitant du 16/07/2021 : Vous trouverez en annexe le seul document en notre possession sur le bassin de confinement. Nous prenons l'engagement de réaliser un plan détaillé lors de l'inspection périodique durant l'arrêt technique. Concernant le mode de fonctionnement, il s'agit d'une pompe immergée pilotée par 2 niveaux TOR (« tout ou rien ») : o Niveau haut = démarrage de la pompe o Niveau bas = arrêt de la pompe</p> <p>Constats de l'inspection du 05/05/2022 : L'exploitant doit descendre avec des cordistes dans le bassin de 300 m³ pour pouvoir faire un plan. Les volumes sont donnés par écrit.</p> <p>(O3) L'exploitant transmet un descriptif détaillé du bassin de confinement, son mode de fonctionnement et la surveillance associée.</p>

Pas de contrôle de la pompe mais sondes de niveau haut et bas qui ne sont également pas testées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Coloration noirâtre sur le bassin d'infiltration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Coloration noirâtre sur le bassin d'infiltration
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :[...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : (C4) L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires pour éviter les déversements directs de matières susceptibles de polluer le sol ou les eaux souterraines.
Observations : Constats du 18/02/2021 : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le fond du bassin (sédiments et végétation) présentait une couleur noirâtre. Sur la base de ce constat visuel, la demande est reformulée : Demande 3 : L'exploitant identifie l'origine de la coloration noirâtre observée dans le bassin d'infiltration le jour de la visite et s'assure que ces substances ne sont pas susceptibles de polluer le sol ou les eaux souterraines. Retour de l'exploitant du 16/07/2021 : Une analyse est en cours par le laboratoire SOCOR. Nous vous transmettrons les résultats dès réception du rapport final. Analyse de l'inspection du 05/05/2022 : 2 analyses de terres au fond du bassin d'infiltration ont été faites (là où c'était noir et là où ça ne l'était pas). Les analyses SOCOR correspondantes des prélèvements reçus le 14/09/2021 ont été transmises. L'exploitant n'a pas identifié de concentrations anormales. Il n'y a pas de différences notables de concentrations dans les deux échantillons. Les concentrations mesurées ont été comparées aux seuils présents dans l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes. Les concentrations de nombreux métaux dépassent les valeurs limites à respecter pour une admission en installation de stockage de déchets inertes. (O4) L'exploitant doit faire nettoyer le bassin d'infiltration et évacuer les terres polluées en filière dument agréée et autorisée en fonction des résultats des analyses en métaux. Un prélèvement avec analyses suite au curage devra être réalisé pour s'assurer que le terrain sous-jacent n'est pas pollué. L'exploitant explique que les cendres sous foyer sont refroidies par eau et sont chargées au bulldozer dans les camions à proximité du bassin. Une fois les chargements effectués, le sol est lavé à grandes eaux avec RIA. Ce nettoyage a pu être à l'origine de la coloration observée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : La procédure d'urgence de confinement des eaux d'extinction d'incendie a été fournie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien du déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement
Prescription contrôlée : Notamment, le débourbeur-déshuileur fait l'objet d'un suivi et d'un entretien semestriel et d'un nettoyage complet annuel. Les documents justificatifs de cet entretien périodiques sont tenus à la dispositions de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Justificatifs nettoyage annuel bassin et séparateur hydrocarbure présent en amont du bassin de décantation. Décapage haute pression du nid d'abeille et pompage des feuilles. Un contrat lie la SAVAC à SODC pour cet entretien. Les justificatifs d'entretien de la société OSIS SARP du 07/09/2021 pour le raclage des boues du bassin de décantation, le décapage du nid d'abeille et le pompage des feuilles mortes ainsi que pour l'entretien du déshuileur ont été fournis. (O5) L'exploitant doit justifier du suivi et de l'entretien semestriel du débourbeur-déshuileur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VLE rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 4.3.71
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des effluents dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) Paramètre / Concentration en moyenne journalière (mg/l) pH / Compris entre 5,5 et 8,5 Température / < 30°C MEST / 30 mg/L DCO / 125 mg/l AOX / 0,5 mg/l Cd et composés / 0,05 mg/L Pb et composés / 0,1 mg/l Hg et composés / 0,02 mg/l Niet composés / 0,5 mg/L Cu et composés / 0,5 mg/L Cret composés / 0,5 mg/L Zn / 1 mg/L Hydrocarbures totaux / 10 mg/L Azote total / 30 mg/L Phosphore total / 10 mg/L Sulfates / 400 mg Sulfites / 20 mg/L Sulfures / 0,2 mg/L Fluorures / 15 mg/L Pour les substances dangereuses prioritaires visées à l'article 9 de la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 susvisée, notamment pour le mercure et le cadmium, éventuellement présentes dans les rejets de l'installation, l'exploitant présente les mesures prises permettant de respecter les dispositions de la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 susvisée qui imposent une suppression du rejet de ces substances dans le milieu aquatique au plus tard à l'échéance 2021 dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service de l'installation. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) À minima, les effluents doivent respecter les concentrations suivantes en sortie de débourbeur-déshuileur : Paramètre / Concentration maximale (mg/l) pH / Compris entre 5,5 et 8,5 Température / < 30°C MEST / 35 Hydrocarbures totaux / 5
Constats : (C5) Les rejets d'eaux usées industrielles ne sont pas conformes en température.
Observations : Les rapports de mesures réalisées le 28/06/2021 et le 13/12/2021 sur les réseau eaux pluviales et eaux usées industrielles ont été fournis. Les température mesurées sur le rejet d'eaux usées industrielles sont supérieures à 30 °C (45.2 °C et 41.8 °C).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en continu des SOx

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des SOx
Prescription contrôlée : I. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW, la concentration en SO ₂ dans les gaz résiduels est mesurée en continu. II. - La mesure en continu du SO ₂ n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ;- pour les installations de combustion utilisant du fioul lourd dont la teneur en soufre est connue, en cas d'absence d'équipement de désulfuration des gaz résiduels ;- pour les installations de combustion utilisant de la biomasse, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites ;- pour les installations de combustion qui ne sont pas équipées d'un dispositif de désulfuration des gaz résiduels destiné à respecter les VLE fixées au chapitre II du présent titre ;- pour les turbines et moteurs ;- pour les fours industriels autorisés avant le 1er novembre 2010.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Mesure en continu du SO ₂ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en continu des NOx

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des NOx
Prescription contrôlée : I. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW, la concentration en NO _x dans les gaz résiduels est mesurée en continu. III. - La mesure en continu des NO _x n'est pas obligatoire dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ;- pour les turbines ou moteurs ;- pour toute chaudière autorisée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NO_x dans les fumées ;- pour toute chaudière d'une puissance thermique nominale unitaire inférieure à 10 MW autorisée avant le 1er novembre 2010 ;- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : L'analyseur mesure en continu le NO et le NO ₂ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en continu des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu des poussières
Prescription contrôlée : I. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW, la concentration en poussières dans les gaz résiduels est mesurée en continu. IV. - La mesure en continu des poussières n'est pas obligatoire dans les cas suivants : - pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ; - pour toute chaudière autorisée avant le 1er novembre 2010 ; - pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Les poussières sont mesurées en continu avec l'analyseur DURAG.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en continu du CO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu du CO
Prescription contrôlée : I. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW, la concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu. V. - La mesure en continu du CO n'est pas obligatoire dans les cas suivants : - pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ; - pour les turbines et moteurs ; - pour les chaudières autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 ; - pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Le CO est mesuré en continu par l'analyseur ACF-NT.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en continu de O2, T°, P et H2O

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en continu de O2, T et P
Prescription contrôlée : La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaire sont mesurées en continu. La mesure en continu n'est pas exigée : <ul style="list-style-type: none">- pour les appareils de combustion ne faisant l'objet d'aucune mesure en continu ;- pour la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaire lorsque les gaz résiduaire échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions ;- pour les turbines et moteurs, dans ce cas, après accord du préfet, une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisée. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Les teneurs en O2 et H2O sont mesurées en continu avec l'analyseur multigaz ACF-NT. La température est mesurée à l'aide d'un capteur. Deux capteurs mesurent la pression absolue et la pression différentielle afin de déterminer le débit. Les mesures sont effectuées sur gaz sec parce que les lignes de prélèvement sont chauffées à 180 °C. Les températures des lignes ont été visualisées dans l'analyseur sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS - QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance qualité des AMS - QAL1
Prescription contrôlée : I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Cf. annexe canevas action nationale
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS - QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance qualité des AMS - QAL2
Prescription contrôlée : I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2
Constats : (C6) Le rapport QAL2 ne présente pas de droite d'étalonnage pour le paramètre périphérique H2O.
Observations : Cf. canevas action nationale Le délai entre la réalisation des mesures QAL2 poussières de 2020 et la date de remise du rapport est de plus de 7 mois. L'exploitant pourrait prévoir dans son cahier des charges une remise du rapport QAL2 dans un délai maximal de 3 mois après les mesures. Le rapport QAL2 ne présente pas de droite d'étalonnage pour le paramètre périphérique H2O.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS - AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance qualité des AMS - AST
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par la procédure AST.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Cf. annexe canevas action nationale
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS - QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance qualité des AMS - QAL3
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par la procédure QAL 3
Constats : (C7) La procédure interne QAL3, mise en place en 2018, ne décrit pas les actions à mener en cas de dérive des mesures. L'exploitant ne peut pas justifier qu'il dispose d'une carte de contrôle au zéro et d'une carte de contrôle en concentration.
Observations : Cf. annexe canevas action nationale La procédure interne QAL3, mise en place en 2018, ne décrit pas les actions à mener en cas de dérive des mesures. L'exploitant doit fournir le tableau précisant les dates de péremption des bouteilles de gaz. Les rapports de QAL 3 ne sont pas fournis. L'exploitant ne peut donc pas justifier qu'il dispose d'une carte de contrôle au zéro et d'une carte de contrôle en concentration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions T, P, H2O, O2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions T, P, H2O, O2
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normalisées de température (O °C) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : L'écran de l'ordinateur des analyseurs, détaillant les différentes corrections apportées aux valeurs brutes pour avoir les valeurs finales a été visualisé et présenté par l'exploitant. On y voit les valeurs brutes, les valeurs corrigées QAL2, les valeurs corrigées en O2 et H2O le cas échéant, les intervalles de confiance et enfin la valeur à l'émission.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure annuelle par un organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure annuelle par un organisme agréé
Prescription contrôlée : I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : - une fois tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 MW et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion. NB : Article 31 : II. - Le contrôle périodique réglementaire des émissions effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en Continu.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Le rapport de mesures des émissions atmosphériques faites du 19 au 20/05/2021 par bureau veritas a été fourni. Les résultats obtenus par le laboratoire extérieur sont à comparer, par l'exploitant, aux données issues de son autosurveillance sur les 3 périodes de mesurage du laboratoire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VLE dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2013, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, VLE dans les rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O) ou CO; précisée dans le tableau ci-dessous. Les valeurs limites d'émissions en concentration s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible. Concentrations instantanées en mg/Nm3 Conduit n°1 Concentration en O2 de référence 6% SO2 : 200 mg/Nm3 NOx : 350 mg/Nm3 Poussières : 25 mg/Nm3 CO : 200 mg/Nm3
Constats : (C8) L'installation présente des dépassements horaires de la valeur limite d'émission en poussières le 19/11/2021. Les périodes de fonctionnement non-stabilisées ne sont pas aussi limitées dans le temps que possible.
Observations : Le rapport quotidien du suivi en continu des rejets atmosphériques pour la journée du 19/11/2021 a été fourni. Les concentrations horaires en poussières sur les périodes 11h-12h (181.3 mg/Nm3), 12h-13h (51.3 mg/Nm3) et 16h-17h (56.9 mg/Nm3) dépassent la concentration instantanée limite en poussières de 25 mg/Nm3. Des dépassements en CO sont constatés sur 2021 et début 2022 : - le 28/01/2021 (358.9 mg/Nm3) : Redémarrage à froid de l'installation au bruleur fioul suite à la survenance d'un sinistre sur le réseau de chauffage urbain, - le 08/02/2021 (1080.2 mg/Nm3) : Redémarrage à froid de l'installation au bruleur fioul suite à la survenance d'un dysfonctionnement sur la partie automatisme de l'installation, - les 29 et 30/08/2021 (264.1 et 328.1 mg/Nm3) : Les dépassements CO s'expliquent par un régime non stabilisée de la chaudière au démarrage, par des tests et réglages de combustion après une longue période d'arrêt technique ; - les 01 et 22/09/2021 (285.8 et 278 mg/Nm3) : Les dépassements CO s'expliquent par un régime non stabilisée de la chaudière au démarrage, par des tests et réglages de combustion après une longue période d'arrêt ; - les 02, 03, 08, 10/11/2021 (215.6 ; 421.1 ; 215.7 et 462.4 mg/Nm3) : intervention sur les paramètres de régulation de la combustion du foyer et Arrêt du turbo vapeur. Engagement du brûleur pour redémarrage de la turbine ; - les 10 et 11/03/2022 (760.4 et 208.4 mg/Nm3) : Redémarrage de l'installation au bruleur Fioul suite à un défaut sur la mesure d'O2. Les dépassements observés semblent souvent correspondre à des régimes de fonctionnement non-stabilisés. Au regard des journées entières de dépassements constatés, ces périodes de fonctionnement non-stabilisés ne sont pas aussi limitées dans le temps que possible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet